DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

**Piqure de rappel du Conseil d'Etat à l'AFSSA sur les
méthodes d'évaluation des risques des produits
phytopharmaceutiques s'agissant du « Cruiser »**

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Serge Slama

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3757>

DOI : 10.4000/revdh.3757

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Serge Slama, « Piqure de rappel du Conseil d'Etat à l'AFSSA sur les méthodes d'évaluation des risques des produits phytopharmaceutiques s'agissant du « Cruiser » », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 18 février 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3757> ; DOI : 10.4000/revdh.3757

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Piqure de rappel du Conseil d'Etat à l'AFSSA sur les méthodes d'évaluation des risques des produits phytopharmaceutiques s'agissant du « Cruiser »

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Serge Slama

- 1 Lorsqu'ils ont rendu leur décision les membres du Conseil d'Etat ont-ils entendu le bourdonnement de joie des abeilles de l'Opéra Garnier voisin ? Bien moins espiègles, ces abeilles des villes ont pourtant moins de difficulté à retrouver leur chemin que les consocérateurs des champs qui ne réussissent plus à « *s'envoler à travers le ciel* ». Pour les apiculteurs, **c'est de la faute du « Cruiser », produit commercialisé par le groupe Syngenta**. La molécule active de cet insecticide (le Thiaméthoxam), enrobant les semences de maïs, est accusé de provoquer **une surmortalité inquiétante**, au point d'être interdit en Allemagne, en Slovaquie et en Italie. Il n'en a pas moins fait l'objet d'**une l'autorisation de mise sur le marché** délivrée par le ministre de l'agriculture, après avis favorable de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA). Cette décision du 7 janvier 2008 a été contestée par de nombreuses associations d'apiculteurs, d'agriculteurs et d'écologistes rejointes par plusieurs intervenantes.
- 2 Après avoir écarté les différentes fins de non-recevoir, le Conseil d'Etat **annule la décision ministérielle en constatant la violation des textes régissant la procédure d'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques** (décret du 5 mai 1994 et son arrêté d'application du 6 septembre 1994 qui procèdent à la transposition de la directive 91/414/CEE du 15 juillet 1991. V. pour une irrecevabilité pour un recours en annulation des apiculteurs contre cette directive TPI, Ord. 3 novembre 2008, aff. T-403/07, *Union nationale de l'apiculture française et a.*). Ces textes imposent à

l'autorité administrative d'évaluer le risque que présentent ces produits en utilisant **la méthode dite « des quotients de danger »** (mesure des risques de mortalité en cas d'exposition au produit). Si le seuil de mortalité prévu par les textes est dépassé lors des tests, l'autorisation ne peut pas être accordée. **A titre dérogatoire**, une évaluation appropriée peut permettre d'établir concrètement que, dans les conditions proposées, l'usage du produit n'a pas d'impact inacceptable à court et à long terme sur la population des abeilles et amener à la délivrance d'une autorisation.

- 3 Or, en l'espèce, le Conseil d'Etat juge que la méthode d'évaluation du risque utilisée par l'AFSSA est **entachée d'une erreur de droit**. En effet, il ressort des pièces du dossier que l'Agence n'a pas recouru à la méthode « *des quotients de danger* » en procédant directement à une évaluation des risques présentés par le produit selon les conditions d'usage proposées. Pour cela, le juge écarte non seulement l'argumentation du ministre selon laquelle cette méthode « *ne serait pas applicable aux produits phytopharmaceutiques dits « systémiques » tels que le Cruiser, qui ne sont pas appliqués par pulvérisation, mais par enrobage de semences* » mais aussi l'opérance ou la validité des documents produits par le ministre, notamment ceux de la société pétitionnaire, pour revendiquer une dérogation. Mais au-delà de ce problème de méthodologie, le Conseil d'Etat estime aussi et surtout que le ministre « *n'apporte pas d'éléments suffisants et précis permettant d'établir que la méthode d'évaluation retenue par l'AFSSA dans ses avis (...) qui n'ont au demeurant, à défaut de données disponibles sur les effets à long terme, conclu à l'absence de caractère inacceptable de l'impact de la préparation Cruiser sur les abeilles que sur le court terme* » satisfait aux conditions posées par la réglementation pour évaluer de manière appropriée le risque.
- 4 Outre le Cruiser, on sait que les abeilles n'ont pas que des amis : les insecticides tels que le Gaucho, le Régent, le Poncho (désormais interdits en France), mais aussi des virus, des prédateurs (le frelon asiatique), des parasites (le *Varroa*, un acarien suceur de sang, et le *Nosema*, un champignon tueur). Or, contrairement à ce qu'ont pu prétendre certains députés de l'opposition, le droit de l'environnement a depuis quelques années trouvé une place dans la jurisprudence administrative. Ainsi, par exemple, s'agissant de la protection des espèces le Conseil d'Etat a rejeté les conclusions visant à **l'annulation de la décision du ministre retirant l'autorisation de mise sur le marché du « Gaucho »** (CE, 28 avril 2006, *Association générale des producteurs de maïs et autres*, n° 269103). Il avait auparavant annulé **la décision du ministre refusant d'abroger l'autorisation de mise sur le marché du même « Gaucho »**, compte tenu de l'absence d'examen de différents éléments pour apprécier l'innocuité du produit (CE, 9 octobre 2002, *Union nationale de l'apiculture française*, n° 254637). Autre exemple qu'il n'a vraiment peur de rien, il a annulé la délibération d'un conseil municipal prescrivant **la destruction de loups sans restriction** (CE, 8 décembre 2000, *Commune de Breil-sur-Roya*, n° 204756). Il a aussi estimé que **les informations sur les champs d'expérimentation d'OGM sont de plein droit communicables** (CE, 21 novembre 2007, *Commune de Sausheim*, n° 280969 – ADL du 4 janvier 2010 ; CE, 16 avril 2010, *M. Azelvandre*, N° 279817, *aux tables* – ADL du 29 avril 2010). On sait aussi que par la décision *Commune d'Annecy* il a consacré la pleine valeur constitutionnelle de « *l'ensemble des droits et devoirs* » définis dans la Charte de l'environnement qui « *s'imposent aux pouvoirs publics et aux autorités administratives dans leurs domaines de compétence respectifs* », en particulier le principe de précaution. (CE, Ass. 3 octobre 2008, N° 297931, au recueil *Lebon*).
- 5 Espérons qu'il pourra continuer à suivre ce chemin pour que dans ce pays de tous les temps continuent à vivre les plus belles des abeilles...

*

CE, 3ème et 8ème sous-sections réunies, 16 février 2011, *CONFEDERATION PAYSANNE et autres*, Nos 314016, 314044, 314144, 325193, 325318, 32532 – Communiqué de presse

AUTEUR

SERGE SLAMA

Serge Slama est actuellement professeur de droit public à l'Université de Grenoble.